



# BASE ROUGE

Bulletin du Comité local de Saint-Nazaire-Presqu'île du  
**Nouveau Parti Anticapitaliste**

**N°03**  
26 Février 2017

## ★ EDITO

Le viol de Théo marque une escalade effrayante dans la toute-puissance policière. Alors qu'au même moment, le Sénat et l'Assemblée nationale viennent de renforcer encore les pouvoirs de celle-ci en adoptant une loi sur la sécurité publique qui assouplit les règles de légitime défense, ce qui revient à autoriser les tirs des policiers en supprimant l'obligation d'en rendre compte.

Ce crime s'inscrit dramatiquement dans une série de comportements délictueux de policiers, encouragés par l'état d'urgence permanent et l'inflation de lois sécuritaires.

### Des policiers en infraction permanente

C'est d'abord la pratique de la discrimination quotidienne. Les contrôles d'identité sont 20 fois plus nombreux pour les jeunes noirs et arabes que pour le reste de la population, d'après Jacques Toubon, le Défenseur des droits. Pour cette discrimination, l'État français a déjà été condamné à deux reprises.



### L'État policier c'est maintenant !

L'hyper violence policière s'appuie sur l'impunité dont elle bénéficie ainsi que sur l'alourdissement des peines pour tous les autres. Ainsi à Aulnay-sous-Bois, le policier violeur est remis en liberté ... mais cinq jeunes, jugés en comparution immédiate, sont condamnés à des peines de prison pour « délit d'embuscade ». Les manifestations de protestations se multiplient et il nous faut aller plus loin.

L'appel des familles des victimes des violences policières, soutenu par de nombreuses associations, syndicats et partis nous invite à une

**MARCHE NATIONALE POUR LA JUSTICE ET LA DIGNITÉ  
LE DIMANCHE 19 MARS À PARIS.**

Nous devons être nombreuses et nombreux à répondre présent !

## Magouilles à droite et au FN, impasses à gauche...

*Sur fond de crise de régime, d'affaires et de scandales, les candidatures de Macron et Hamon symbolisent l'explosion des partis institutionnels LR et PS.*

*D'un côté, Macron, l'ancien banquier d'affaires ratisse large et souhaite ouvertement rompre tout lien avec le mouvement ouvrier et les principes de solidarité et de protections sociales : c'est un candidat du Capital, de l'Europe libérale et des patrons.*

*De l'autre, Hamon exprime une critique sur le quinquennat de Hollande... mais nous n'oublions pas qu'il a été ministre, et qu'il a voté les budgets chaque année !*

*Sa proposition de revenu universel tourne le dos aux besoins du monde du travail : nous ne voulons pas une aumône, mais un travail et un salaire pour touTEs, un SMIC à 1700 euros, les 32 heures, l'interdiction des licenciements...*

*Mélenchon, lui, nous propose une gauche de rupture mais se la joue solo... sur le seul terrain électoral.*

*La crise à droite, comme l'émergence de Macron, Hamon et Mélenchon, est avant tout le signe de l'échec des partis qui ont géré servilement les affaires du capitalisme.*

**Pour le NPA il faut rompre avec cette logique,  
construire un nouveau parti des travailleurs  
pour aider les mobilisations nécessaires.**

*Nous devons défendre nos revendications, comme la réduction du temps de travail, la réquisition des banques et des grandes entreprises, la relance des services publics, et ne faire confiance qu'à nous même pour les imposer.*

**PHILIPPE POUTOU**  
**MEETING A NANTES**  
**MERCREDI 29 MARS - 18 H 30**  
**LA MANUFACTURE**  
**10 bis, boulevard de Stalingrad**

# NON AU CETA !

« 408 voix pour, 254 contre et 33 abstentions : le Parlement européen a approuvé mercredi 15 février l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (CETA) malgré les protestations argumentées et les nombreuses manifestations des organisations de la société civile (dont la CGT) de part et d'autre de l'Atlantique.

C'est en effet sans aucun débat démocratique que l'accord a été négocié par la Commission européenne et le Canada, au mépris des intérêts économiques, sociaux et environnementaux des peuples.

Le texte prévoit en effet, notamment, de supprimer 99 % des droits de douane, mais aussi d'« harmoniser » les réglementations et les normes censées protéger les droits sociaux ou environnementaux, en vérité de déréglementer. Il menace ainsi la santé des travailleurs et des consommateurs, ainsi que l'agriculture. Il permet aussi de fait la privatisation de services publics, et attribue aux entreprises, notamment aux multinationales, des pouvoirs exorbitants face aux États eux-mêmes. Il crée ainsi des « tribunaux arbitraux », lesquels pourront être saisis par une entreprise contre des États dont les réglementations ou législations contrarieraient ses intérêts en particulier financiers.

## Ratifications : non merci !

L'application de l'accord nécessite, après ce vote, la ratification des 38 parlements nationaux et régionaux des États membres de l'UE et du Canada.

Mais, en violation de toute forme de démocratie, une grande partie du texte devrait être appliquée de manière provisoire dès ce printemps...

D'ores et déjà, comme l'explique Attac, des initiatives sont organisées pour que les parlements nationaux et régionaux ne ratifient pas le texte...

## Le combat contre le CETA continue. » (NVO.fr)



## La feuille de route du prochain président...

Pendant longtemps, **la Cour des comptes** a été une assemblée de hauts fonctionnaires peu actifs et bien payés. En 1989, un dénommé François Hollande n'hésitait pas à déclarer dans une émission de télévision qu'il y avait été bien traité : on n'était pas vraiment obligé de travailler malgré le montant du salaire...

Depuis, la Cour des comptes, toujours considérée comme une des aristocraties de la fonction publique, s'est mise à travailler un peu plus. Elle est actuellement présidée par un « socialiste » nommé par Nicolas Sarkozy. Et « Demander compte » s'est largement transformé en gardiennage de l'austérité et des politiques néolibérales.

Le rapport annuel publié il y a quelques jours martèle ainsi qu'il va falloir réduire les déficits conformément aux engagements pris devant la **Commission de Bruxelles**, et que pour cela, la seule voie est de réduire les dépenses dans un effort d'une ampleur bien supérieure à celui des années passées.

**Qu'importe** si les hôpitaux sont au bord de l'asphyxie et que de nombreux habitants sont écartés de certains soins. Qu'importe si l'école, notamment dans les quartiers populaires, ne peut assurer sa mission au point que les inégalités scolaires s'accroissent. Qu'importe si de nombreuses familles sont obligées de faire face à des dépenses importantes pour la maison de retraite d'un parent. Qu'importe si la diminution des transferts aux communes et départements les amènent à serrer la vis sur les services publics et les aides sociales...

**Pour ces gens-là**, il n'est pas question d'augmenter l'impôt sur la fortune ou les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, ni de mettre fin aux privilèges fiscaux des grandes entreprises. Ce sont les dépenses sociales qu'il faut réduire, et naturellement pas les **20 milliards annuels du CICE** qui n'ont pratiquement pas créé d'emplois, ni les coûts faramineux des interventions militaires extérieures.

## La Cour des comptes trace ainsi la feuille de route du prochain président de la République.

Une feuille de route que seul un "troisième tour social" pourra mettre en échec !

Ce bulletin - BASE ROUGE - veut informer les travailleurs et jeunes des positions et initiatives politiques du NPA St Nazaire. De nos combats en France, en Europe et dans le monde contre les plans d'austérité imposés par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne et les gouvernements à leurs ordres ; pour une société libérée de l'exploitation, du racisme, du sexisme et de l'oppression. Il souhaite aussi rendre compte des résistances sociales sur notre ville et sur le département. Ce bulletin est donc ouvert à tous les militants politiques, syndicaux, associatifs et autres, engagés dans le combat pour renverser l' "ordre " capitaliste.